



CEROM

Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-mer

N° 31

Octobre 2020

Embargo au 13 Octobre 2020 - 12 h 00

Comptes économiques 2019 de Martinique Investissement et tourisme portent la croissance

En 2019, la croissance économique de la Martinique atteint + 1,4 % après + 0,9 % en 2018 et continue de se rapprocher de la dynamique nationale (+ 1,5 %). Le rythme est plus élevé qu'en Guadeloupe (+ 0,3 %). Les investissements poursuivent leur progression et apportent 0,9 point de croissance. Les exportations, qui intègrent les dépenses des touristes, sont en hausse de 4,9 % et contribuent pour 0,6 point à la hausse du PIB. Les importations, orientées principalement vers des biens durables, augmentent également, tandis que la consommation des ménages s'érode légèrement, dans un contexte d'inflation (+ 1,2 %) similaire à celui de la France métropolitaine. Les dépenses des administrations publiques restent stables.

Matthieu Cornut, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique s'établit en 2019 à 9,1 milliards d'euros, ce qui représente une croissance en volume de 1,4 %. Avec une population qui continue de décroître, le PIB par habitant atteint 25 145 euros, soit une progression de 2,7 %. Il s'établit à 25 092 euros en Guadeloupe, contre 36 193 euros pour l'ensemble de la France.

1 La croissance redémarre doucement

Les principaux agrégats et leur évolution (en million d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2019	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	9 080	1,4	1,5	3,0	1,4
Consommation des ménages	5 045	-0,1	1,2	1,1	-0,1
Consommation des administrations publiques	3 988	0,0	0,6	0,7	0,0
Investissement	1 962	4,2	1,4	5,6	0,9
Importations de biens et services	3 035	0,9	-0,2	0,7	-0,3
Exportations de biens et services	1 131	4,9	1,9	6,9	0,6
Variation de stocks	- 11	///	///	///	0,3

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

L'investissement toujours bien orienté

La formation brute de capital fixe (FBCF) (**définition**) est en hausse pour la troisième année consécutive (+ 4,2 %, après + 2,3 % en 2018 et + 1,4 % en 2017). Le rythme de progression des in-



vestissements privés ralentit mais reste bien orienté, comme en témoigne la hausse des importations de biens d'équipement et des octrois de crédits à l'investissement accordés aux entreprises (+ 7,7 %).

Les réalisations de programmes hôteliers se poursuivent, tandis que l'activité de constructions de maisons particulières se porte bien suite à l'augmentation des autorisations de construire accordées ces deux dernières années.

La bonne dynamique des crédits à l'habitat accordés aux ménages (+ 5,1 %) illustre le redressement du secteur de la construction. Après une chute vertigineuse en 2018 (- 45 %), les investissements du secteur public se redressent légèrement (+ 3,5 %) mais restent inférieurs d'un tiers à la moyenne des dix dernières années.

Les chantiers du commissariat de Fort-de-France, du siège de la communauté d'agglomération Espace Sud ainsi que de l'observatoire sismologique et volcanologique de Saint-Pierre participent à cette légère reprise, tout comme la mise aux normes parasismiques des écoles ou le déploiement de la fibre optique.

Ces nouveaux projets ne parviennent toutefois pas à compenser la fin des investissements consentis jusqu'en 2017, comme par exemple la création du transport en commun en site propre (CSP) de Fort-de-France.

Le tourisme dope les exportations

Avec une progression de + 4,9 % sur un an, les exportations contribuent pour 0,6 point à la croissance du PIB. Les bonnes performances du transport et de l'entreposage (+ 3,8 %) et le redressement progressif de la filière banane (+ 11,6 %) participent à la compétitivité de la Martinique. Les expéditions de bananes restent cependant inférieures à leur niveau moyen des dix dernières années, la France métropolitaine ayant développé de nouvelles filières d'approvisionnement pour pallier les aléas d'approvisionnement dus aux ouragans de 2016 et 2017.

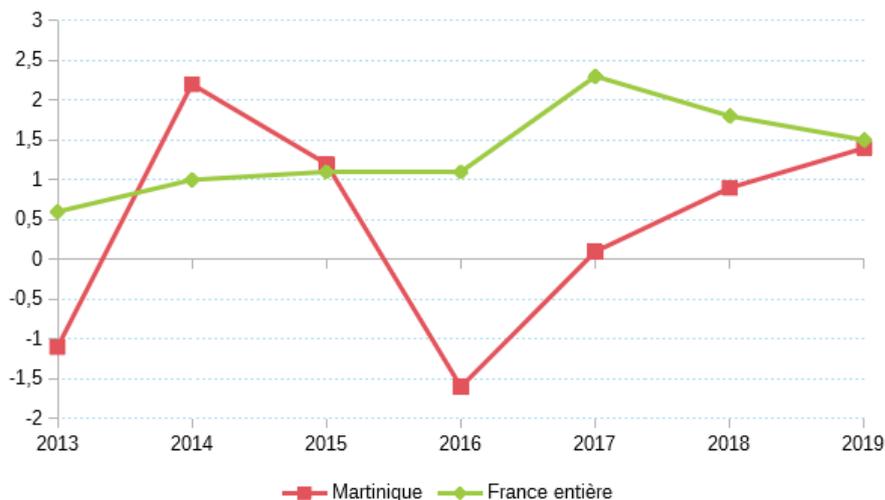
Malgré une baisse globale de la fréquentation des hôtels (- 8,2 %), les dépenses directes des touristes, comptabilisées comme exportations, continuent de progresser (+ 7,4 %) et apportent 0,4 point de croissance.

Le tourisme de croisière, générateur d'un gros volume de passagers pour de faibles dépenses sur place, avait profité d'une modification des circuits suite à l'ouragan Irma. Il pâtit donc logiquement de la reprise des destinations au nord des Petites Antilles.

Le tourisme de séjour, qui regroupe le tourisme dans les structures hôtelières, les gîtes ruraux, les meublés de tourisme, les

2 La croissance de la Martinique se rapproche de la dynamique nationale

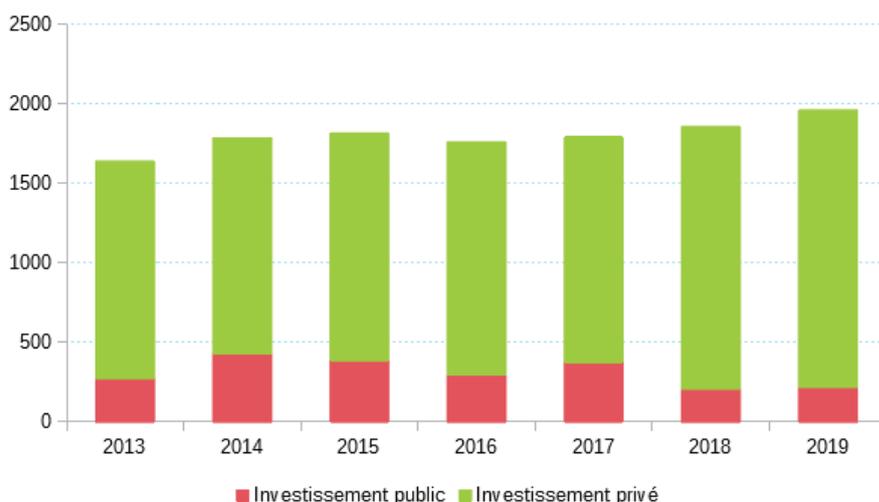
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : les estimations antérieures à 2017 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

3 L'investissement continue de progresser

Investissement public et privé (en millions d'euros courants)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

appartements, les villas, ou chez l'habitant, est en revanche en hausse (+ 3,5 %). S'il ne compense pas le nombre de croisiéristes perdus, il génère davantage de dépenses directes.

La consommation des touristes, hors effets induits, représente 5,4 % du Produit Intérieur Brut.

Le développement des énergies durables pousse les importations à la hausse

Les importations, corollaires au fonctionnement d'une économie insulaire, sont en hausse de 0,9 % en volume. L'augmentation des approvisionnements en granulés de

bois depuis les Etats-Unis est la principale responsable de la hausse globale. Elle est due à la mise en service de l'usine biomasse Galion 2 et illustre la modification de la structure de production d'électricité en Martinique, désormais plus économe en hydrocarbures. La baisse des importations de carburants intervient en même temps qu'une hausse de production de la SARA pour répondre à la demande intérieure. Les approvisionnements en pétrole brut augmentent donc logiquement, mais la chute des cours mondiaux limite la facture.

Suite à une modification de la fiscalité, la structure du marché automobile évolue : les acheminements de voitures particulières (+ 7,9 %) compensent la baisse du marché

4 Les échanges commerciaux sont dynamiques

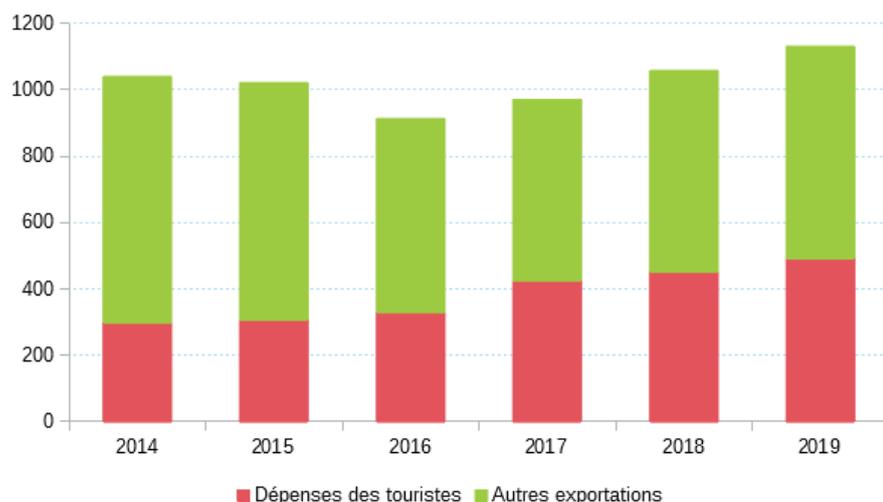
Evolution des importations et des exportations en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 Les dépenses des touristes poussent les exportations à la hausse

Part des dépenses des touristes dans les exportations (en millions d'euros courants)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Encadré : En 2020, la crise sanitaire stoppe la croissance.

En 2020, la pandémie de Covid-19 met un coup d'arrêt brutal à l'économie mondiale. La France est confinée du 17 mars au 11 mai et le gouvernement instaure l'état d'urgence sanitaire le 24 mars. L'économie du pays tout entier, et donc de la Martinique, tourne au ralenti.

Avec un recul de l'activité de l'ordre de 20 %, on estime que la période du confinement coûterait à la Martinique 3 points de croissance annuelle en 2020. L'impact réel de la crise dépendra cependant de la reprise d'activité qui suivra la crise.

La consommation des ménages est l'agrégat économique le plus impacté du fait de la fermeture des commerces non essentiels, alors que la baisse des revenus est contenue par le dispositif exceptionnel de chômage partiel.

Sources : ledom, Insee

des véhicules utilitaires. Les importations de biens manufacturés, en baisse de 0,9 %, sont davantage orientées vers des biens durables, ce qui témoigne de la bonne santé de l'investissement.

Si les importations de produits issus de l'agriculture et de la pêche sont en légère hausse (respectivement + 1,5 % et + 2,6 %), les produits alimentaires transformés sont en baisse de 2,5 % et limitent la hausse globale des importations

La consommation des ménages est atone

Les revenus des ménages, qu'il s'agisse de salaires (+ 2,1 %) ou de revenus d'exploitation (+ 5,4 %), sont en augmentation. Malgré cela, la consommation des ménages (- 0,1 % en volume) stagne pour la troisième année consécutive et n'augmente en valeur que sous l'effet de l'inflation (+ 1,2 %).

Le taux d'épargne des ménages progresse sensiblement (+ 1,2 point) pour s'établir à 27,8 %, tandis que les octrois de crédits à la consommation continuent de progresser (+ 6,9 %).

La consommation publique reste stable et ne contribue pas à la croissance. ■

Définitions

Le Produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution en volume ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'évolution du prix du PIB mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an

La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Méthode

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2019 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Les données de 2015 à 2018 présentées dans cette publication ont été révisées cette année.

Les comptes économiques sont en base 2014

Depuis 2017, les comptes économiques sont réalisés en base 2014. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le dernier changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.

Les changements introduits par une base sont tels que deux comptes de bases différentes ne sont pas comparables en niveaux. Pour assurer la comparabilité des séries de comptes du passé avec la série de comptes élaborée dans la base actuelle, il est nécessaire de recalculer entièrement les premiers selon les concepts et méthodes retenus dans la base actuelle. Il n'est donc pas pertinent de comparer les chiffres publiés aujourd'hui en base 2014 avec les chiffres publiés précédemment en base 2005 ou 1995. Afin d'effectuer des comparaisons spatiales ou temporelles, il faut disposer de l'ensemble des données rétropolées en base 2014.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Service territorial de Fort-de-France
Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1
5, rue Saint-Christophe - CS 10641
97262 Fort-de-France Cedex

Directeur de la publication :
Olivier LENA

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Myriam JELAINÉ

ISSN : 2416-8106
© Insee 2020

Pour en savoir plus

- Les comptes économiques de la Martinique, de la Guyane et de la Guadeloupe, cerom-outremer.fr.
- « Rapport annuel 2019 de l'IEDOM en Martinique », 2020, www.iedom.fr/martinique
- « Bilan économique 2019 de la Martinique », Insee Conjoncture n°9, juin 2020
- Cornut M., « Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2019 : la croissance ralentit », Cerom n°30, octobre 2020
- Cornut M., « Les comptes économiques de la Guyane en 2019 : la consommation de ménages porte la croissance », Cerom n°32, octobre 2020

